



Alliances, pressions, négociations : la contre-attaque diplomatique d'Israël

Moyen-Orient. L'attaque du Hamas le 7 octobre 2023, les deux ans de guerre menée par Tsahal à Gaza et les menaces islamistes obligent Israël à renforcer sa force de dissuasion, en déployant notamment une "diplomatie sécuritaire".

Par Catherine Dupeyron (envoyée spéciale en Israël), avec une carte de Manon Guibon

Publié le 13/02/2026 à 05:45



Offrir l'article 5



Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu s'exprime devant l'assemblée plénière de la Knesset, aux côtés du Premier ministre albanais Edi Rama, à Jérusalem, le 26 janvier 2026.
REUTERS

Écouter cet article



00:00 / 08:32

A l'horizon, la montagne vert foncé se détache sur le ciel bleu azur. Sur la ligne de crête, un étrange liseré blanc semble les séparer. Peu à peu, en se rapprochant, le trait blanc, plus net, se révèle être un mur, le long de [la frontière israélo-libanaise](#). Quasi inexistant à l'aube [du pogrom du 7-October](#), il borde aujourd'hui 70 % de cette frontière pour prévenir, ou tout au moins compliquer, une attaque éventuelle [du Hezbollah](#), proxy iranien toujours très présent au sud Liban.

Un projet similaire démarre aussi le long de la frontière avec la Jordanie, malgré un traité de paix signé avec Amman en 1994. "Malheureusement, de nombreuses forces islamistes radicales se développent en Jordanie", explique Sharren Haskel, vice-ministre israélienne des Affaires étrangères. Une réalité que le Royaume hachémite tente également d'endiguer. En avril 2025, le ministre jordanien de l'Intérieur, Mazen al-Faray, a décidé "d'interdire toutes les activités" des Frères musulmans, celles-ci étant "susceptibles de porter atteinte à la stabilité et à la sécurité" du pays.

LIRE AUSSI : "Les terroristes méritent la mort" : en Israël, le retour de la peine capitale fait débat

A quoi bon construire ces murs ? L'attaque [du Hamas](#), le 7 octobre 2023, a prouvé que les obstacles physiques ne garantissent pas la sécurité. "Le mur est important, mais il n'est qu'un élément de notre politique", précise Sharren Haskel. La diplomatie en est un autre. "Depuis deux ans, elle sert uniquement la sécurité d'Israël. Pour ses dirigeants, Gaza n'est pas le cœur du problème. Pour eux, la ligne de front relie Gaza, Beyrouth, Damas, Sanaa et, bien sûr, Téhéran", souligne Eric Danon, ancien ambassadeur de France en Israël (2019-2023), désormais consultant international. Toute la politique du gouvernement israélien, qu'elle soit militaire ou diplomatique, s'articule autour de cet axiome, en distinguant plusieurs catégories : les pays frontaliers ou non ; ceux qui sont une menace, ceux qui pourraient en représenter une et, enfin, ceux qui sont des amis réels ou de circonstance. Pour mesurer l'ampleur de ce mouvement, il faut regarder une carte du Proche et Moyen-Orient. Partout, l'Etat hébreu met en place des sortes de "tampons diplomatico-militaires" à proximité de ses ennemis - [l'Iran](#) des

mollahs et tous les pays où des forces islamistes radicales l'emportent -, tout en renforçant des liens anciens.

Le Somaliland, son nouvel allié

Ainsi, Israël vient tout juste de se faire un nouvel ami, le Somaliland. Après l'annonce surprise d'un "accord de reconnaissance mutuelle" le 26 décembre dernier, les nouveaux alliés ne se quittent plus. En moins d'un mois, le ministre israélien des Affaires étrangères, Gideon Sa'ar, s'est rendu sur place ; une délégation du Somaliland est venue en Israël et, enfin, le président israélien, Isaac Herzog, a rencontré à Davos son homologue, Abdirahman Mohamed Abdullahi. Pourquoi cette passion soudaine ? Parce que le Somaliland est un atout stratégique pour l'Etat hébreu, qui est lui-même une garantie de développement pour [le pays africain](#). Situé dans la Corne de l'Afrique, celui-ci compte 5,7 millions de musulmans sur un territoire de 177 000 kilomètres carrés, soit huit fois la taille d'Israël. Ex-colonie britannique, ce territoire prend son indépendance en 1991 à l'issue de la guerre civile somalienne, sécession qui, avant l'accord avec Israël, n'avait jamais été reconnue par aucun pays au monde. Or, le Somaliland a une importance géostratégique. Situé à l'entrée du golfe d'Aden, il peut verrouiller l'accès à la mer Rouge. Surtout, ses côtes, qui ne sont qu'à 250 kilomètres de celles [du Yémen](#), proxy iranien, affaibli depuis quelques mois comme les autres soutiens de Téhéran, mais qui promet de continuer à attaquer Israël, offrent une position militaire de premier choix pour une coopération en matière "de défense et le développement d'un partenariat stratégique", selon les termes de Gideon Sa'ar, lors de sa visite. Il s'est notamment rendu dans la ville de Berbera qui abrite l'un des rares ports en eau profonde de la région. Quant à son aéroport, des images satellites de ces douze derniers mois y révéleraient la construction de douze hangars d'une taille pouvant abriter avions de chasse et drones de combat. De là à imaginer qu'une base militaire israélienne s'y installe, il n'y a qu'un pas...

Les autorités yéménites houthies ne s'y sont d'ailleurs pas trompées. Dès le 28 décembre, elles déclaraient que toute présence israélienne au Somaliland pourra être considérée comme "une cible militaire". De fait, la reconnaissance [par Israël](#) du Somaliland a été largement condamnée par la communauté internationale. Cependant, dans le monde arabe, trois pays se

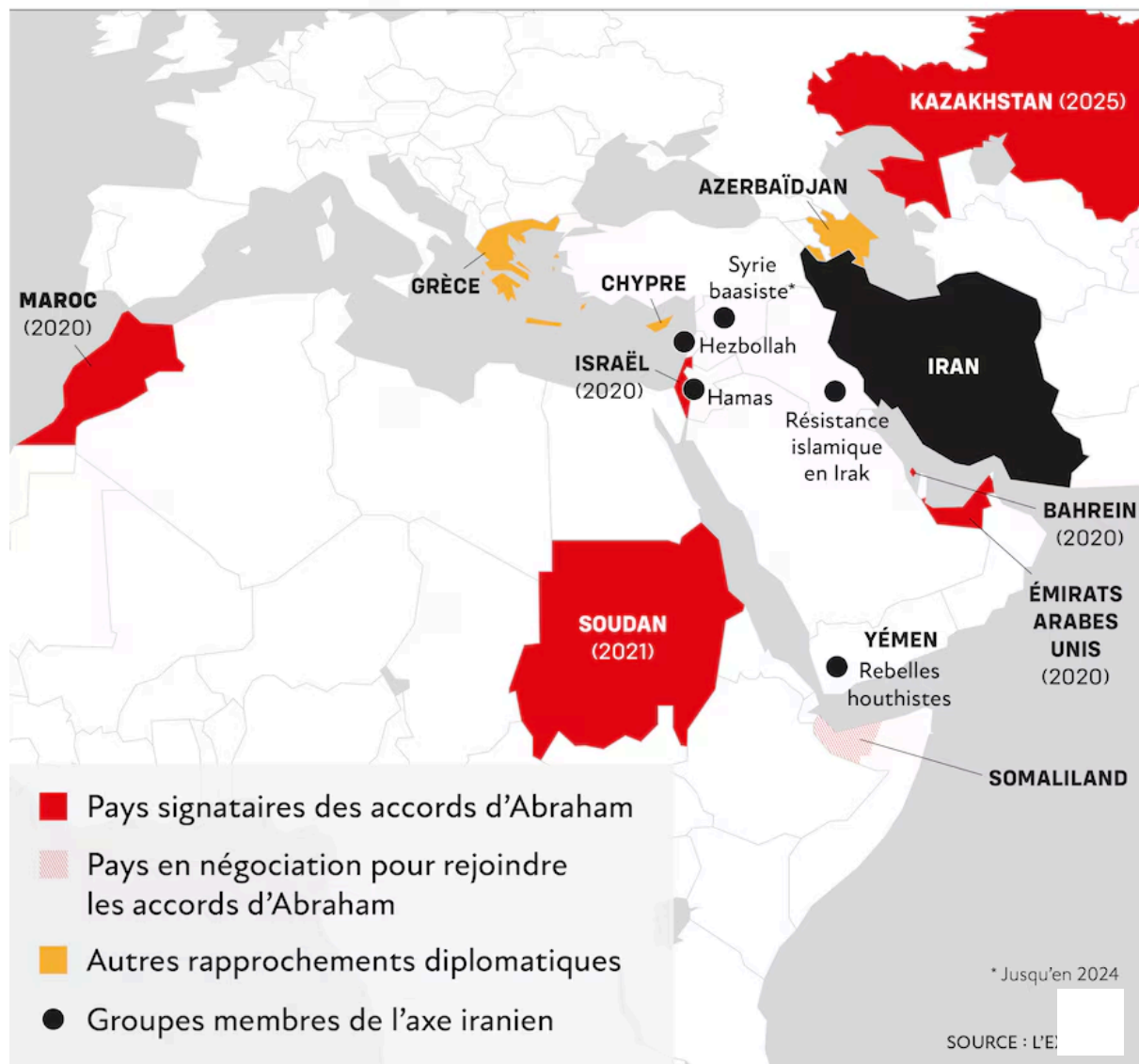
sont abstenus de le faire : les Emirats, le Bahreïn et le Maroc, ceux-là mêmes qui, en septembre 2020, avaient signé avec Israël les accords d'Abraham, lesquels n'ont pas été remis en cause pendant la guerre à Gaza. "Je pense que ces trois pays arabes reconnaîtront le Somaliland dès que nous aurons rejoint les accords d'Abraham", estime une source du Somaliland.

LIRE AUSSI : Pourquoi Donald Trump ne fera pas capituler le régime iranien, par Bernard Haykel

Partage de renseignements

Ce territoire devrait donc rapidement renforcer le "club" des Accords d'Abraham, cette initiative diplomatique majeure destinée, dès le départ, à contrer [l'axe iranien](#). Cinq jours avant la fin de son premier mandat, en janvier 2021, [le président Donald Trump](#) avait d'ailleurs intégré Israël au Commandement central américain (Centcom) pour la région du Moyen-Orient, Asie centrale et Asie du Sud, alors que l'Etat hébreu faisait partie du commandement européen depuis des décennies. Dès novembre 2021, un exercice naval du Centcom en mer Rouge regroupait Israéliens, Emiratis et Bahreïnais aux côtés des Américains. Et lors de "la guerre des 12 jours" de juin dernier entre Israël et l'Iran, les Emirats arabes unis ont partagé des renseignements avec Israël. La rencontre, le 24 janvier à Tel-Aviv, de l'amiral Brad Cooper, commandant du Centcom, avec Eyal Zamir, le chef d'état-major de Tsahal et d'autres gradés militaires israéliens, est, selon des sources militaires israéliennes, destinée à une coordination des forces en prévision d'une [éventuelle opération militaire en Iran](#).

Des jeux d'alliances pour contrer l'Iran



Israël se construit un solide réseau d'alliés pour contrebalancer l'axe mené par Téhéran. © / Manon Guibon / L'Express

Autre pilier important du dispositif diplomatico-militaire israélien, l'Azerbaïdjan. Ce pays chiite, qui possède 600 kilomètres de frontière avec l'Iran, est une opportunité stratégique pour [le Mossad](#). Les deux pays ont des relations étroites depuis 1993 – date à laquelle Israël ouvre son ambassade à Bakou, mais la réciprocité date de mars 2023 – qui n'ont fait que se renforcer dans les domaines économique, énergétique et militaire. Bakou s'est largement équipé auprès des industries israéliennes d'armement. En mai dernier, les ministres de la Défense des deux pays se rencontraient à Tel-Aviv pour "renforcer leur coopération" militaire.



Nid d'espions

La mystérieuse intermédiaire derrière les explosions de bipeurs du Hezbollah

21 janvier 2026 • 18 min • [Écouter plus tard](#)[Conditions d'utilisation](#)

Au nord-ouest de Jérusalem, l'Etat hébreu consolide ses liens [avec la Grèce](#) et Chypre, deux pays de l'Union européenne, afin d'avoir une position militaire forte en Méditerranée orientale face à la Turquie de Recep Tayyip Erdogan, avec qui les relations se dégradent depuis 2010. Israéliens et Turcs ont fermé leurs missions diplomatiques pendant la guerre à Gaza. "[La Turquie](#) est l'un des grands gagnants du 7-October, l'affaiblissement de l'Iran a contribué à la renforcer et le pouvoir turc soutient le Hamas depuis des années. Il est devenu très difficile de faire confiance à la Turquie", remarque Gallia Lindenstrauss, chercheur au sein de l'*Institute for National Security Studies* à l'université de Tel-Aviv. Or, avec l'appui de Donald Trump, Ankara veut déployer ses soldats à Gaza et au nord de [la Syrie](#), autrement dit aux frontières sud et nord d'Israël. Pour contrebalancer cette situation, l'amitié avec Chypre et la Grèce est plus précieuse que jamais. Ainsi, le 22 décembre, le trio se réunissait à Jérusalem pour leur 10e sommet, qualifié de "mur de dissuasion contre la Turquie" par le quotidien israélien *Yediot Aharonot*, sachant que ces trois pays ont prévu des exercices militaires communs en 2026. Par ailleurs, l'espace aérien israélien étant très limité, les pilotes de l'armée de l'air israélienne s'entraînent dans l'espace aérien grec, après l'avoir fait pendant des années au-dessus de la Turquie.

LIRE AUSSI : "Daech se faufile..." : comment l'Etat islamique fait discrètement son retour en Syrie

"Finalement, l'Etat hebreu est dans une position stratégique bien meilleure qu'avant la guerre, résume Eric Danon. C'est la première fois depuis 1948 qu'Israël est sous une menace existentielle - puisque l'Iran continue de dire qu'il faut le détruire -, mais n'est plus pour autant dans un risque existentiel, car, aujourd'hui, aucun pays ne peut détruire Israël." Traumatisés par la déflagration du 7-Octobre, les Israéliens ne le ressentent toutefois pas ainsi. D'après un sondage* effectué en décembre dernier, seuls 43 % d'entre eux considèrent que la situation sécuritaire de leur pays est meilleure qu'elle ne l'était avant la guerre, 60 % pensent qu'une nouvelle intifada éclatera prochainement en Cisjordanie et 74 % estiment que le désarmement du Hamas, objectif majeur de la guerre, a peu ou pas été atteint.

**Sondage réalisé par Israël Democracy Institute auprès de 1 200 personnes.*



Manon Guibon

Rédactrice-graphiste

[Voir tous ses articles](#)



Cet article vous a plu ?

Il vous reste **5 articles** à offrir ce mois-ci. ?

Générer le lien de partage

EXPLORER LA RUBRIQUE PROCHE ET MOYEN-ORIENT

L'EXPRESS



L'Iran ouvert au compromis avant la reprise des négociations avec les Etats-Unis



Iran : l'armée américaine se prépare à une possible guerre de plusieurs semaines



Téléchargez l'application

MONDE : TOUTE L'ACTUALITÉ



Tensions avec l'Iran : les Etats-Unis envoient leur plus grand porte-avions au Moyen-Orient

accuse l'Iran de préparer le plan américain pour l'après-guerre à

Ekaterina Kurbangaleeva : "Dans trois à cinq ans, la Russie sera méconnaissable"



Iran : Donald Trump maintient la pression en menaçant d'envoyer un second porte-avions

Israël, la contre-attaque diplomatique : alliances, pressions, négociations – L'Express

Annexion de la Cisjordanie : la "ligne rouge" fixée par les Émirats arabes unis complique les plans d'Israël

À DÉCOUVRIR

Guerre Israël-Hamas

Guerre en Ukraine

La France vue d'ailleurs : comment notre pays est perçu à l'étranger

L'Europe face au défi du réarmement

La Chine, géant planétaire

Tous les dossiers Monde

Les événements de L'Express

SERVICES DE L'EXPRESS

L'Express Audio

L'application L'Express

Entreprendre en franchise

Réussir son orientation

Toutes les archives

Archives 2026

Archives 2025

Archives 2024

Archives 2023

Archives 2022

SERVICES PARTENAIRES

Guide Shopping avec L'Express

Apprendre une nouvelle langue

ABONNEMENT

S'abonner

Lire l'hebdo

Le Cercle

Contacteur L'Express

NEWSLETTERS

Découvrir les newsletters de L'Express

© L'Express Mentions légales Qui sommes-nous? Politique de confidentialité
Politique cookies Paramétrage cookies Conditions générales d'utilisation Service
Client Se désabonner L'Express Studio Plan du site Gérer Utliq